

CONSEIL DES LYCEES D'ALGER

Journée nationale de protestation le 5 octobre prochain

Le Conseil des lycées d'Alger, a décidé de faire de la journée du 5 octobre prochain, une journée internationale de l'enseignant, et une journée symbolique de protestation nationale.

Amir. G - Alger (Le Soir) - Cette décision a été prise par les délégués du CLA en marge de la réunion d'évaluation de la rentrée 2004/2005.

Le mouvement syndical des lycées de la circonscription d'Alger, note que les propos optimistes du ministre de tutelle masquent une autre réalité. Une réalité faite de précarité des conditions de travail, caractérisées notamment par une surcharge des horaires de travail, absence des moyens didactiques, et non-respect des décisions des conseils des classes.

Le CLA a aussi réitéré son engagement pour l'application de la plate-forme de revendications de février 2003, dans laquelle il est demandé la revalorisation des salaires à 30 000 DA, une retraite après 25 années d'activité, et l'élaboration d'un statut particulier des PEST.



Ph : Samir S

Dans une déclaration, le Conseil des lycées d'Alger assure refuser les propos apaisants du ministre ainsi que les augmentations partielles des revenus. D'après lui, toutes ces questions émanent des revendications fondamentales du mouvement.

Le CLA demande que les professeurs ne perdent pas leurs capacités pédagogiques, et réclame en outre que les représentants syndicaux soient traités avec plus de considération. Ces derniers doivent par là même être reconnus en tant qu'interlocuteurs, dans les décisions qui concernent le métier.

Par ailleurs, le Conseil

des lycées d'Alger, met en garde les enseignants sur les dangers du nouveau projet de loi sur la Fonction publique. Ce projet, cite le communiqué, propose la dé-fonctionnarisation des agents de l'Etat, contre une contractualisation systématique.

Le Conseil des lycées d'Alger annonce aussi qu'une délégation va déposer un memorandum au niveau du ministère de l'Education et un autre auprès du cabinet de chef du gouvernement. Il est à noter que la sortie du CLA vient parallèlement à l'action de protestation décidée par le CNAPEST, prévue au début du mois d'octobre prochain.

AG

L'HIVER RISQUE D'ETRE DUR
AUX ETATS-UNIS ET EN EUROPELes prix du baril
resteront encore élevés

Une pénurie de produits de chauffage se profile pour cet hiver en Europe et aux Etats-Unis, selon les analystes qui craignent que ce manque ne doive exercer une forte pression à la hausse sur les cours du pétrole brut au cours des prochains mois. En raison des destructions causées par le cyclone Ivan, les stocks américains de produits distillés, qui comprennent le fioul de chauffage, ont chuté de près de 3 millions de barils ces quinze derniers jours, pour tomber à 125,5 millions de barils. Des stocks de fioul de chauffage étant trop bas à l'approche de l'hiver et, vu la capacité limitée des raffineries, perturbées par les conditions météorologiques, l'approvisionnement sera exceptionnellement serré aux Etats-Unis. Cela, avec une demande très forte et qui devrait s'envoler de quelque 2 millions de barils par jour supplémentaires au quatrième trimestre. En Europe, les stocks de produits distillés sont eux aussi proches du bas avec une demande supérieure de 2% de celle de l'année dernière à cause du rebond du trafic aérien, qui a accru la nécessité de produire du kérosène au détriment du fioul domestique ou du gasoil. L'Europe, devant cette année faire face à une concurrence sévère des pays asiatiques et notamment de la Chine, pour importer du gasoil du Proche-Orient. Un carburant dont les prix ont déjà progressé de 85% en l'espace d'un an et devraient rester très élevés cet hiver, encore plus si celui-ci s'avère rigoureux, comme le prédisent déjà les météorologues. Par ailleurs, de nombreux programmes de maintenance sont prévus en Europe jusqu'en novembre, ce qui réduit la production des raffineries, qui restent toutefois bien plus aptes à satisfaire la demande que leurs homologues américaines. Cela étant, fermes hier sur un marché nerveux et préoccupé par la fragilité de la trêve conclue au Nigeria, les cours du

pétrole étaient proches de leurs records historiques atteints mardi, à 50,47 dollars à New York et 46,80 dollars à Londres. En fait, le baril de Brent de la mer du Nord s'effritait hier de 8 cents à 46,30 dollars tandis qu'en séance électronique à New York, le baril de brut perdait 4 cents à 49,60 dollars. Ces derniers jours, le prix du baril de brut à New York avait atteint des records historiques, dépassant les 50 dollars en séance lundi avant de se hisser jusqu'à 50,47 dollars des échanges électroniques, et s'était replié mercredi soir à 49,54 dollars, mais après neuf séances consécutives de hausse. Ce faisant, les investisseurs restent inquiets face aux risques élevés de perturbation de la production mondiale, à peine suffisante pour satisfaire une demande en très forte croissance et des cours qui ont pris depuis le début de l'année plus de 50%, voire attendus monter encore bien plus haut. En effet, les analystes mettent en avant le caractère incertain de la trêve conclue au Nigeria entre les rebelles du Delta du Niger et le président Olusegun Obasanjo, les risques de l'explosion de la situation à nouveau n'étant pas à écarter en dépit des tentatives de rapprochement entre les deux parties. Et une escalade de la situation dans ce pays, premier producteur d'Afrique et sixième exportateur mondial d'un brut léger et non sulfureux, avec des livraisons de 2,5 millions de barils par jour (mbj), synonyme de hausse des prix du pétrole au-delà de 50 dollars. Pour autant, les opérateurs se sont montrés rassurés par des informations sur une hausse des exportations de l'Irak à 1,72 mbj en septembre, contre 1,34 mbj en août, grâce à des attaques moins nombreuses contre les oléoducs et même si la tension demeure persistante.

C.B.

AFFAIRE ENCG

«Mise au point» et explications

Réagissant à notre article publié dans l'édition du 26 septembre dernier et intitulé «ENCG de Béjaïa : arrivée de 1000 tonnes d'huile brute», une mise au point portant la signature du secrétaire général du syndicat d'entreprise de l'ENCG nous a été adressée et dans laquelle, le signataire, répondant au nom de Kamel Aliane indique qu'il aurait été plus déontologique et plus juste de parler de la très grande déception des travailleurs de la filiale et des syndicalistes, à plus forte raison qu'il n'existe aucune décision des pouvoirs publics pour débloquer la situation», ou encore, «ni le chef du gouvernement ni encore moins son ministre des Finances ne sont intervenus pour accorder un quelconque prêt bancaire, d'où nos interrogations sur

les origines de ces sources d'information, tentant de dédouaner les pouvoirs publics de leur responsabilité».

Plus loin, le signataire du document dira que «les filiales étant des entreprises à part entière conformément au code du commerce, ont été empêchées arbitrairement par la banque jusqu'à une date récente (septembre 2004) de procéder à leur propre approvisionnement malgré qu'elles disposent des moyens financiers pour le faire».

Mais, le plus grave dans toute cette histoire est que le sieur Kamel Aliane, s'est interrogé «sur le 3e partenaire qui a émis le vœu de racheter tout le groupe et qui a été totalement ignoré par le journaliste».

Les propos contenus dans la mise au point nécessitent des commentaires voire des précisions. Le secrétaire général du syndicat d'entreprise de l'ENCG dont le mandat a expiré depuis plus d'une année, aurait dû prendre attache avec le signataire de l'article avant de se lancer dans des accusations qui s'inscrivent à contre-courant des principes syndicaux. L'information publiée est authentique et ne soulève aucune ambiguïté.

1 - La joie et le soulagement exprimés par les travailleurs de la filiale ENCG de Béjaïa ont été explicités dans le fax transmis par le secrétaire général de l'Union de la wilaya de Béjaïa, M. Mouloudji, au secrétaire général de l'UGTA, Abdelmadjid Sidi Saïd, le remerciant au nom des travailleurs et des syndicalistes de la région pour les efforts déployés auprès des autorités concernées pour débloquer la situation. Le document en notre possession a été faxé par l'intéressé dans la journée du 25 septembre à

14h30mn.

2 - Contacté sur la question, le premier responsable de l'UGTA, en l'occurrence Abdelmadjid Sidi Saïd nous a bel et bien confirmé que «le déblocage de la situation est intervenu après démarches et autres contacts entrepris auprès des autorités concernées», ce que confirme d'ailleurs le signataire de la mise au point, en indiquant que «les filiales étant des entreprises à part entière, conformément au code du commerce, ont été empêchées arbitrairement par la banque jusqu'à une date récente (septembre 2004) de procéder à leur propre approvisionnement, malgré qu'ils disposent des moyens financiers pour le faire».

Des propos confirmés par le premier responsable de la Fédération nationale des travailleurs des industries agroalimentaires, M. Kamel Benabou.

3 - Cela étant, il est également regrettable de porter des accusations sous prétexte que le journaliste a volontairement évité de rendre

public le nom du troisième partenaire «qui a émis le vœu de racheter tout le groupe».

Bien au contraire, le rédacteur de l'article n'a pas hésité en date du 07 septembre de publier un article dans lequel, il indique que «la société La Belle et un homme d'affaires algérien, installé en Suisse, ont manifesté leur intérêt «en vue d'une prise de participation majoritaire dans le capital de filiales du groupe ENCG.»

4 - Quant au troisième partenaire, c'est à vous M. le secrétaire général, «fervent défenseur» des intérêts des travailleurs, à le rendre public et dénoncer ainsi, le manque de transparence, comme l'a si bien fait avec beaucoup de courage votre chef hiérarchique M. Kamel Benabou, le 20 septembre dernier devant 5000 travailleurs du secteur.»

A ce niveau de responsabilité organique, votre interlocuteur n'est autre que celui qui vous a permis d'être à la tête du syndicat d'entreprise, alors que votre mandat a expiré depuis des mois...

A. Bettache

MEDIAS

Abdelkader
Khomri
limogé

Abdelkader Khomri, président du Groupe presse et communication (GPC), s'est vu signifier sa fin de mission, a-t-on appris de sources concordantes.

Rien n'a cependant filtré sur cette brusque disgrâce de Abdelkader Khomri, qui dirige l'ANEP depuis quelques années déjà, et qui a eu à diriger le ministère de la Jeunesse et des Sports sous le gouvernement Abdeslam en 1993.

C'est M. Ahmed Bousenna, DG-adjoint de l'ANEP, qui a été désigné pour assurer l'intérim.

On croit savoir également que le conseil d'administration de l'entreprise devrait se réunir aujourd'hui.

AVIS DE DECES

Les familles Bahmed et Abachi d'Alger et Guenzet ont le regret de vous faire part du décès de **Bahmed Laâribi** survenu le 1er/10/04 à Baba-Hassen.

La levée du corps aura lieu au domicile mortuaire (cimetière Baba Hassen), aujourd'hui à 12h30.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.